

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant**

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu la fin au 31 décembre 2006 de l'accord de coopération conclu le 19 décembre 2003 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes et sur le financement en 2003 et 2004 de la coopération dans le cadre de politiques croisées;

Considérant la volonté de la Région wallonne et de la Communauté française de poursuivre leur collaboration au-delà de la fin de l'accord de coopération précité et de contribuer à revaloriser l'enseignement qualifiant;

Considérant que la Région wallonne a fait de la formation professionnelle des jeunes un objectif majeur de sa politique générale de relance économique;

Considérant que la réussite de cette politique implique notamment la formation optimale des jeunes filles et des jeunes gens qui suivent les cours de l'enseignement qualifiant (enseignement secondaire technique de qualification et professionnel, enseignement en alternance, enseignement spécialisé de formes 3 et 4), de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non universitaire;

Considérant les engagements de la Région wallonne, inscrits dans le Plan stratégique transversal 2 "Développer les connaissances et les savoir-faire en Wallonie" du Contrat d'avenir pour la Wallonie actualisé, d'améliorer la qualité des équipements pédagogiques et de favoriser l'accès à ces équipements en évitant la dispersion des moyens financiers;

Considérant que le Programme d'actions prioritaires pour l'avenir wallon, approuvé par le Gouvernement wallon le 30 août 2005 vise notamment à contribuer à améliorer la qualité de la formation et de l'enseignement qualifiant par la création de Centres de technologies avancées et par le renforcement de l'accès aux Centres de compétence;

Considérant les engagements de la Communauté française, inscrits dans son Contrat pour l'école, de revaloriser l'enseignement qualifiant et de développer une politique cohérente en matière d'investissements en équipements;

Considérant que la Communauté française développe, dans le cadre de la Commission communautaire des professions et des qualifications (CCPQ), la définition de profils de qualification sur base desquels ont été construits des profils de formation;

Considérant que la réalisation concrète des profils de formation exige, entre autres, la mise à disposition d'équipements pédagogiques de qualité ainsi que des efforts complémentaires de formation en cours de carrière des enseignants;

Considérant dès lors qu'il apparaît opportun de conclure un accord de coopération relatif à la revalorisation de l'enseignement qualifiant par : d'une part l'ouverture des Centres de compétence à l'enseignement qualifiant, l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement supérieur non universitaire, aux formateurs de l'IFAPME et de l'AWIPH ainsi qu'aux enseignants dans le cadre du projet Cyberclasses et d'autre part la mise à disposition d'équipements pédagogiques de qualité permettant d'assurer les synergies les plus efficaces entre les politiques régionales de développement de l'emploi et de la formation et les politiques communautaires de développement de l'enseignement qualifiant, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non universitaire,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de sa Ministre-Présidente Marie Arena, en charge de l'Enseignement obligatoire et de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Marie-Dominique Simonet, et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Elio Di Rupo et de la Ministre de la Formation professionnelle, Marie Arena,

ont convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. La revalorisation de l'enseignement qualifiant se fera notamment au travers de deux types d'actions :

1° la mise à disposition par les Centres de compétence régionaux d'une offre de formation à destination des élèves et des enseignants de l'enseignement qualifiant du 3<sup>e</sup> degré (en ce compris le spécialisé de forme 4 et les enseignants du spécialisé de forme 3), de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non universitaire, des formateurs de l'IFAPME et de l'AWIPH et des enseignants dans le cadre du projet Cyberclasses tel que défini par l'accord de coopération du 25 août 2005 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'implantation d'ordinateurs dans les écoles wallonnes ainsi que l'organisation d'actions de sensibilisation et d'information portant sur la perception individuelle et sociale des métiers, des professions et des études à destination des élèves et des enseignants de l'enseignement qualifiant du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> degré (à l'exception des élèves du spécialisé de forme 3 mais en ce compris le spécialisé de forme 4).

Cette mise à disposition devra être clairement identifiée :

a) globalement au sein du catalogue de formations du réseau des Centres de compétence;

b) plus spécifiquement, au sein de chaque convention bilatérale, telle que visée à l'article 4, 1, a);

c) et pour ce qui concerne les formations interréseaux à destination des enseignants de l'enseignement qualifiant, au sein du catalogue de formation de l'Institut de formation en cours de carrière (IFC), de telle manière que les temps de formation des enseignants soient valorisés dans le cadre de leur formation continue.

Pour ce type d'action, l'objectif est d'atteindre à l'échéance 2013, 25 % du nombre total d'heures de formation du réseau des Centres de compétence au bénéfice des élèves et des enseignants dont 22,5 % au bénéfice des élèves et des enseignants de l'enseignement qualifiant et 2,5 % de la capacité d'accueil au bénéfice des élèves et des enseignants de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non universitaire ainsi que des formateurs de l'IFAPME et de l'AWIPH et des enseignants dans le cadre du projet Cyberclasses.

Pour atteindre cet objectif :

Les établissements d'enseignement adaptent l'organisation des cours pour y intégrer l'offre de formation proposée par les Centres de compétence de telle manière que les temps de formation des élèves soient valorisés dans le cadre de leurs éventuels stages actuels et de leurs futurs stages professionnalisants.

La Région wallonne adapte l'organisation des formations en rentabilisant au maximum les plages horaires afin d'y intégrer l'offre de formation à destination des élèves et des enseignants.

L'Institut de formation en cours de carrière (IFC) est chargé d'assurer la promotion de ce dispositif auprès des enseignants.

Le FOREm, en tant que coordonnateur du réseau des Centres de compétence par décision du Gouvernement wallon du 31 août 2000, et le Gouvernement de la Communauté, en tant que coordonnateur du réseau des CTA labellisés, sont chargés d'assurer la promotion de ce dispositif auprès des établissements d'enseignement qualifiant;

2° la création des Centres de Technologies avancées (CTA).

Un CTA est une infrastructure mettant des équipements de pointe à disposition des élèves et des enseignants, quels que soient le réseau et le caractère d'enseignement, ainsi que des demandeurs d'emploi et des travailleurs, en vue de développer des formations qualifiantes. Cette offre de formation qualifiante doit être complémentaire, au niveau géographique et sectoriel, à l'offre de formation des Centres de compétence.

Chaque CTA labellisé est placé sous la direction du chef de l'établissement dans lequel il se situe ou du président d'une association sans but lucratif qui en assure la gestion. Le conseil d'administration des ASBL assurant la gestion des CTA devra être composé en inter-réseaux.

Les CTA sont labellisés dans le respect d'un cahier des charges approuvé par le Gouvernement de la Communauté française.

Ce cahier des charges prévoit notamment les critères d'éligibilité suivants :

a) Chaque CTA labellisé accueille sans discrimination les élèves et les enseignants des établissements d'enseignement qualifiant (à l'exception du spécialisé de forme 3 mais en ce compris le spécialisé de forme 4), d'enseignement de promotion sociale et d'enseignement supérieur non universitaire sur base de conventions bilatérales entre, d'une part le Pouvoir organisateur (qui le cas échéant peut déléguer sa compétence) de l'établissement d'enseignement qualifiant au sein duquel se situe le CTA ou le Président de l'ASBL qui assure la gestion du CTA et d'autre part les Pouvoirs organisateurs (qui le cas échéant peuvent déléguer leur compétence) des établissements d'enseignement qualifiant, de promotion sociale et du supérieur non universitaire.

Ces conventions bilatérales doivent prévoir les engagements respectifs des deux parties en matière de modalités d'accès aux équipements et de programme de formation spécifique;

b) Chaque CTA labellisé accueille également sans discrimination les demandeurs d'emploi et les travailleurs sur base de conventions bilatérales entre, d'une part le Pouvoir organisateur (qui le cas échéant peut déléguer sa compétence) de l'établissement d'enseignement qualifiant au sein duquel se situe le CTA ou le Président de l'ASBL qui assure la gestion du CTA et d'autre part le FOREm.

Ces conventions bilatérales prévoient les engagements respectifs des deux parties en matière de modalités d'accès aux équipements et de programme de formation spécifique;

c) L'implantation des CTA labellisés tient compte de la localisation des Centres de compétence ainsi que des infrastructures de formation ou d'enseignement qualifiant développés dans les mêmes secteurs afin d'assurer une couverture géographique maximale de l'offre de formation qualifiante.

d) Chaque CTA labellisé s'inscrit dans la mise en œuvre d'une offre de formation harmonisée, en relation d'une part avec les pénuries d'emploi constatées par le FOREm, les Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation et les Fonds sectoriels sur la zone d'enseignement du CTA concerné ou des zones d'enseignement avoisinantes et d'autre part avec les besoins en équipement constatés au travers du cadastre des équipements pédagogiques visé à l'article 2;

e) Chaque CTA labellisé s'inscrit dans une politique de formation en cours de carrière des professeurs de l'enseignement qualifiant, par exemple en favorisant la formation de ses enseignants dans les Centres de compétence;

f) Chaque CTA labellisé s'inscrit dans l'application des profils de formation tels que définis dans le cadre de la CCPQ.

Ce cahier des charges prévoit notamment les critères de priorité suivants :

Une priorité est accordée aux projets de CTA dont les collaborations avec d'autres établissements d'enseignement sont formalisées.

Une priorité est accordée aux CTA localisés au sein d'un établissement d'enseignement qualifiant.

Une priorité est accordée aux projets de CTA dans les secteurs pour lesquels des pénuries d'emploi sont constatées.

Une priorité est accordée aux projets de CTA pour lesquels aucun Centre de compétence n'existe.

Une priorité est également accordée aux projets de CTA ayant reçu un avis favorable du conseil zonal de programmation de l'enseignement officiel et du conseil zonal de programmation de l'enseignement libre de la zone concernée.

Une priorité est enfin accordée aux projets de CTA ayant reçu un avis favorable de la part du fonds sectoriel concerné et du Comité subrégional de l'emploi et de la formation concerné sur la pertinence sectorielle et géographique des acquisitions.

Pour ce type d'action, l'objectif est de créer à l'échéance 2013 de 18 à 24 CTA labellisés et de réserver 10 % du nombre total d'heures de formation du réseau des CTA au bénéfice des demandeurs d'emploi et des travailleurs.

Les établissements d'enseignement adaptent l'organisation des cours pour y intégrer l'offre de formation proposée par les CTA de telle manière que les temps de formation des élèves soient valorisés dans le cadre de leurs éventuels stages actuels et de leurs futurs stages professionnalisants.

Les CTA labellisés adaptent l'organisation des formations en rentabilisant au maximum les plages horaires afin d'y intégrer l'offre de formation à destination des demandeurs d'emploi et des travailleurs.

L'Institut de formation en cours de carrière (IFC) est chargé d'assurer la promotion de ce dispositif auprès des enseignants.

Le réseau des CTA labellisés est coordonné par le Gouvernement de la Communauté française.

La coordination du réseau des CTA labellisés consiste notamment en :

1° l'élaboration du cahier des charges de labellisation;

2° l'élaboration et la mise à jour du cadastre des équipements disponibles;

3° le lancement de l'appel à projets inter réseaux;

4° l'analyse des projets au niveau administratif et financier;

5° la demande d'avis aux Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation et aux fonds sectoriels sur base du cadastre des équipements disponibles;

- 6° la préparation et le suivi des travaux de la seconde Commission de suivi opérationnel visée à l'article 8;
- 7° l'exécution des décisions du Gouvernement de la Communauté française;
- 8° la promotion du dispositif auprès des établissements d'enseignement qualifiant en concertation avec l'IFC et en collaboration avec le FOREm;
- 9° l'élaboration d'indicateurs et d'outils statistiques permettant la vérification et le contrôle de l'accès aux équipements à disposition;
- 10° l'évaluation de la mise en œuvre des actions.

Le FOREm, en tant que coordonnateur du réseau des Centres de compétence par décision du Gouvernement wallon du 31 août 2000, et le Gouvernement de la Communauté française en tant que coordonnateur du réseau des CTA labellisés, se concertent périodiquement afin de créer une complémentarité géographique et sectorielle entre les deux réseaux existants.

Art. 2. Afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation qualifiante et éviter la dispersion des moyens, l'investissement dans de nouveaux équipements pédagogiques de qualité doit se faire en phase avec la réalité du monde du travail et en fonction des équipements et des infrastructures disponibles, notamment en cohérence avec les investissements réalisés dans les Centres de compétence.

Ainsi, afin d'entreprendre au mieux les actions décrites à l'article 1<sup>er</sup>, les ressources existantes doivent être identifiées.

Pour ce faire, la Région wallonne et la Communauté française mettent en place et chargent une Task force administrative permanente d'établir un cadastre des équipements pédagogiques de qualité et des infrastructures de formation et d'enseignement qualifiant actuellement à disposition.

La coordination de cette Task force est assurée par le Gouvernement de la Communauté française.

Le financement du cadastre des équipements est pris en charge par la Ministre de l'Enseignement obligatoire et la Ministre de la Formation.

Cette Task force rassemble les représentants de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique, des opérateurs de formation qualifiante (FOREm, IFAPME, Centres de compétence) et de l'ASBL visée à l'article 3.

Ce cadastre est élaboré de manière harmonisée, les informations récoltées devant l'être sur une base commune de manière à pouvoir les comparer et identifier les double emplois ou les carences potentiels.

Ce cadastre s'enrichit des données et ressources disponibles auprès de l'Institut wallon d'Etude, de Prospective et de Statistique (IWEPS), des Centres de formation sectoriels, des Centres de formation privés, des entreprises publiques ou privées, des Hautes Ecoles et des Universités.

Au-delà du simple inventaire, le cadastre évalue notamment l'accessibilité, la qualité, le coût et l'employabilité des équipements.

Seul le matériel pédagogique amortissable est pris en considération. Le matériel recensé est réparti par zone d'enseignement et par secteur.

Les résultats de ce cadastre sont régulièrement confrontés aux besoins des opérateurs de formation et des établissements d'enseignement ainsi qu'aux besoins des utilisateurs potentiels.

Ce cadastre constitue également un outil d'évaluation sur lequel peuvent se reposer les Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation (CSEF) et les Fonds sectoriels pour remettre leurs avis à la seconde Commission visée à l'article 8 concernant la pertinence des investissements dans le cadre de la sélection des équipements pédagogiques des CTA labellisés.

Ce cadastre prend également en compte les infrastructures disponibles et leur accessibilité pour l'ensemble des bénéficiaires.

Afin d'assurer la cohérence entre les projet wallons et bruxellois, les membres de la Task force administrative permanente mise en place dans le cadre de l'accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de référence professionnelle du ... sont invités à participer aux travaux de la présente Task force administrative permanente.

**Art. 3.** Afin de réaliser les actions décrites à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> :

Les crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne sont affectés au financement des frais de fonctionnement des Centres de compétence pour leurs actions à destination de l'enseignement et à la prise en charge des déplacements des élèves et des enseignants vers les Centres de compétence ou de l'hébergement.

€ 12.500.000 sont prévus dans le cadre du Programme d'actions prioritaires pour l'avenir wallon pour les années 2007-2009 dont un montant maximum de € 1.000.000 pour le financement des déplacements des élèves et des enseignants, des écoles wallonnes vers les Centres de compétences, ou pour leur hébergement. La prise en charge de ces frais de déplacement et d'hébergement se fait sur base d'une tarification commune établie par le Gouvernement wallon.

Ces déplacements et ces hébergements sont organisés et contrôlés par les établissements d'enseignement d'origine.

Nonante pour cent au moins des moyens disponibles sont destinés aux élèves et aux enseignants de l'enseignement qualifiant, le solde est consacré aux élèves et aux enseignants de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non universitaire, ainsi qu'aux formateurs de l'IFAPME et de l'AWIPH et aux enseignants dans le cadre du projet Cyberclasses.

Sous réserve des marges budgétaires disponibles, des crédits supplémentaires seront décidés annuellement par le Gouvernement wallon pour les exercices 2007 à 2013 en fonction de l'évolution du volume d'activité des Centres de compétence qui est consacré aux actions à destination des élèves et des enseignants afin d'atteindre les objectifs décrits à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

A titre indicatif, le budget affecté à cette mesure pour l'exercice 2006 s'élève à € 1.496.000.

Afin de réaliser les actions décrites à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> :

Les moyens que prévoit le décret de la Communauté française du 28 avril 2004 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement secondaire technique et professionnel, au profit des écoles situées en Région wallonne, sont affectés, à partir de 2007, pour partie au financement des équipements pédagogiques des CTA labellisés ainsi qu'au financement de l'aménagement des locaux permettant d'accueillir les équipements pédagogiques des CTA labellisés.

Ainsi, le décret du 28 avril 2004 prévoit des moyens jusqu'en 2010 : € 5.356.468 en 2007, € 5.652.468 en 2008, € 6.197.338 en 2009 et € 6.197.338 en 2010.

Des crédits supplémentaires seront prévus pour les exercices 2011, 2012 et 2013 sous réserve des marges budgétaires disponibles.

Une somme de € 150.000 est prélevée sur les montants précités pour le subventionnement d'une association sans but lucratif dont l'assemblée générale est composée par les représentants des réseaux d'enseignement qualifiant, issus pour moitié de l'enseignement non confessionnel et pour l'autre moitié de l'enseignement confessionnel, désignés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire et d'un représentant de la Ministre de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale.

Elle a pour objet de prospecter les entreprises, les Centres de compétence et les Centres de formation régionaux, les Universités, les Centres de recherche agréés, les Hautes Ecoles et les administrations publiques susceptibles de céder du matériel aux établissements d'enseignement qualifiant et de promotion sociale, de leur faire connaître les besoins en matériel de ces établissements et de répartir équitablement le matériel entre les établissements des différents réseaux.

La proposition de répartition tient compte des priorités établies par la Commission de suivi visée à l'article 8.

Cette proposition se base sur les résultats du cadastre des équipements pédagogiques.

A ce titre, cette ASBL fait partie de la Task force administrative permanente visée à l'article 2.

Une somme de € 100.000 peut également être prélevée annuellement sur les montants précités pour la prise en charge des frais de déplacement des élèves et des enseignants, de l'établissement d'enseignement d'origine vers les CTA labellisés, ou pour leur hébergement.

Ce montant est réparti entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale au prorata de la population scolaire inscrite dans les sections visées par le présent accord de coopération.

La prise en charge de ces frais de déplacement et d'hébergement se fait sur base d'une tarification commune établie par le Gouvernement de la Communauté française.

En fonction des marges budgétaires disponibles, des montants complémentaires pourront être affectés par la Communauté française, si besoin, à la prise en charge de ces frais de déplacements et d'hébergement.

Les montants prévus par le décret du 28 avril 2004, dont sont déduites les sommes affectées à l'ASBL précitée et aux frais de déplacements et d'hébergement des élèves et des enseignants vers les CTA, sont répartis entre les écoles de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale au prorata de la population scolaire inscrite dans les sections visées par le présent accord de coopération.

S'il s'avère que la part de la Région wallonne du montant affecté aux frais de déplacement et d'hébergement des élèves et des enseignants vers les CTA n'était pas utilisée en tout ou en partie, la somme non dépensée serait réaffectée au financement des équipements pédagogiques des CTA ainsi qu'au financement de l'aménagement des locaux permettant d'accueillir les équipements pédagogiques des CTA labellisés.

La part des moyens consacrés aux écoles situées en Région wallonne permet de financer la création de CTA à partir de 2007 tout en continuant à consacrer des moyens à la modernisation de l'équipement pédagogique des établissements d'enseignement qualifiant.

A titre indicatif, les moyens que prévoit le décret du 28 avril 2004 pour l'exercice 2006 afin de moderniser les équipements pédagogiques des établissements d'enseignement qualifiant situés en Région wallonne devraient être maintenus à niveau constant de 2007 à 2013.

Les moyens consacrés aux CTA labellisés sont affectés exclusivement à l'achat d'équipements pédagogiques de qualité et à l'aménagement des locaux permettant d'accueillir les équipements acquis.

A titre exceptionnel et dûment justifié, l'achat de bâtiments peut être envisagé à concurrence d'un montant maximum de € 1.000.000.

Les équipements et les bâtiments acquis restent la propriété de la Communauté française qui peut en reprendre possession dès lors que la labellisation serait retirée au CTA.

Par ailleurs, la Communauté française désigne trois chargés de mission pour assurer la gestion des dossiers administratifs et financiers des projets de CTA.

Les montants affectés aux actions décrites à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> sont utilisés conformément aux modalités prévues à l'article 4.

Art. 4. L'accès à ces montants est conditionné :

1<sup>o</sup> pour les Centres de compétence, dans le cadre de l'action visée à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, par :

a) la conclusion de conventions bilatérales entre les Présidents des Centres de compétence en ASBL ou le FOREM pour les Centres de compétence en gestion propre au FOREM d'une part et les Pouvoirs organisateurs (qui le cas échéant peuvent déléguer leur compétence) des établissements d'enseignement concernés d'autre part, ces conventions bilatérales devant prévoir les engagements respectifs des deux parties en matière de modalités d'accès aux équipements (y compris la prise en charge des frais de transports) et de programme de formation spécifique aux bénéficiaires mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>;

b) l'envoi par les Centres de compétence régionaux au FOREM, en tant que coordonnateur du réseau des Centres de compétence, de déclarations de créances trimestrielles sur base des heures réalisées par les élèves et les enseignants des trois types d'enseignement concernés ainsi que leurs frais de transports et d'hébergement.

Le remboursement des Centres de compétence par le FOREM se fait sur base d'un coût moyen de € 15 par heure de formation réalisée pour les groupes d'enseignants, de € 5 par heure de formation réalisée pour les groupes d'élèves qui seront formés par leurs propres enseignants et de € 10 par heure de formation réalisée pour les groupes mixtes composés à la fois d'élèves et d'enseignants. Les frais liés au transport et à l'hébergement des élèves et des enseignants, pour autant qu'ils soient organisés et contrôlés par les établissements d'enseignement, sont également pris en charge par les Centres de compétence et remboursés par le FOREM.

Afin de favoriser les effets de démultiplication et d'éviter de dévaloriser le rôle pédagogique des enseignants, une priorité est accordée aux formules de financement (€ 5 par heure et € 15 par heure) permettant la formation des élèves par leurs propres enseignants.

Ce financement permet aux Centres de compétence de prendre en charge les coûts liés à la mise à disposition des équipements, de l'infrastructure, des matières premières nécessaires à la formation ainsi que les coûts des formateurs.

Les heures de formation à distance mises en oeuvre par les Centres de compétence à destination des élèves et des enseignants sont remboursées aux Centres de compétence à hauteur de € 5 par heure de formation suivie par les élèves et les enseignants. Le remboursement des heures de formation à distance se fait sur base d'un nombre d'heures équivalant à celui du même module de formation suivi en présentiel.

Les frais liés aux élèves et aux enseignants, tels que les consommables de base, les assurances, visites médicales sont pris en charge et de la responsabilité des établissements d'enseignement;

2° pour les CTA labellisés, dans le cadre de l'action visée à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, par :

a) le respect des six critères mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, 2°;

b) pour chaque zone, la demande d'un avis au conseil zonal de programmation de l'enseignement officiel et au Conseil zonal de programmation de l'enseignement libre sur base du cadastre des équipements disponibles;

c) la sollicitation d'un avis auprès du fonds sectoriel concerné et du CSEF concerné, tels que visés à l'article 2, sur la pertinence sectorielle et géographique des acquisitions.

Les élèves en formation dans un CTA sont accompagnés par leurs propres enseignants.

Ces derniers doivent avoir reçu préalablement une formation adéquate eu égard au matériel mis à disposition par le CTA et devront pouvoir en attester.

Les enseignants peuvent suivre cette formation notamment dans un Centre de compétence, dans le CTA concerné ou dans un autre CTA.

Les coûts liés aux formations (à l'exclusion des coûts administratifs qui sont à la charge des CTA) sont pris en charge et de la responsabilité des établissements d'enseignement d'origine sur base d'une tarification commune établie par le Gouvernement de la Communauté française.

L'organisation et le contrôle du transport et de l'hébergement des élèves et des enseignants sont de la responsabilité de l'établissement d'enseignement d'origine.

Une somme de € 100.000 peut être prélevée annuellement sur les montants visés à l'article 3 pour la prise en charge des frais de déplacement des élèves et des enseignants, de l'établissement d'enseignement d'origine vers les CTA labellisés, ou pour leur hébergement.

Ce montant est réparti entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale au prorata de la population scolaire inscrite dans les sections visées par le présent accord de coopération. La prise en charge de ces frais de déplacement et d'hébergement se fait sur base d'une tarification commune établie par le Gouvernement de la Communauté française.

En fonction des marges budgétaires disponibles, des montants complémentaires peuvent être affectés par la Communauté française, si besoin, à la prise en charge de ces frais de déplacements et d'hébergement.

Les demandeurs d'emploi et les travailleurs sont formés par des formateurs du FOREm ou des Centres de compétence.

Les coûts de formation, frais de déplacements et les indemnités de formation des demandeurs d'emploi sont pris en charge par le FOREm.

La formation des travailleurs est payante sur base d'une tarification commune établie par le Gouvernement de la Communauté française.

Les coûts de formation des travailleurs (à savoir les frais de fonctionnement des équipements mis à disposition) sont pris en charge selon les modalités définies dans le cadre des conventions conclues entre la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale et les fonds sectoriels.

Art. 5. Des financements complémentaires seront recherchés dans le cadre de la programmation 2007-2013 des fonds structurels européens et auprès des partenaires sociaux dans le cadre des fonds sectoriels.

L'intervention des fonds sectoriels sera déterminée dans le cadre des conventions conclues entre les Ministres de la Formation et de l'Enseignement qualifiant, les opérateurs de formation professionnelle et les fonds sectoriels.

Dès lors qu'il s'agit de formations de demandeurs d'emploi et de travailleurs, les incitants financiers à la formation, qu'ils soient régionaux, provinciaux ou fédéraux pourront être mobilisés.

Art. 6. Les Gouvernements mettent en place un Comité de pilotage.

Le Comité de pilotage est composé de :

1° un représentant du Ministre-Président de la Région wallonne et un représentant de la Ministre de la Formation professionnelle pour le Gouvernement de la Région wallonne;

2° un représentant de la Ministre de l'Enseignement obligatoire, un représentant de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et un représentant de la Ministre de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique pour le Gouvernement de la Communauté française;

3° quatre représentants des interlocuteurs sociaux wallons désignés par le Gouvernement wallon sur proposition du CESRW (Conseil économique et social de la Région wallonne);

4° trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives des membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

5° un représentant du FOREm, en tant que coordonnateur du réseau des Centres de compétence avec voix consultative;

6° un représentant de la Direction de la formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne et un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française avec voix consultative, chacun assurant alternativement le secrétariat.

Le FOREm, en tant que coordonnateur du réseau des Centres de compétence et le Gouvernement de la Communauté française, en tant que coordonnateur du réseau des CTA labellisés, sont chargés de fournir au Comité de pilotage un rapport semestriel conjoint contenant les indicateurs de réalisation et d'impact des actions financées. Ces indicateurs portent notamment sur les incidences sur l'insertion des élèves, la formation continuée des enseignants et l'attractivité des métiers et filières concernés.

La présidence du Comité de pilotage est assurée alternativement, tous les six mois, par un représentant de la Ministre de la Formation pour le Gouvernement de la Région wallonne et par le représentant de la Ministre de l'Enseignement obligatoire pour le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 7. Le Comité de pilotage est notamment chargé :

1° de superviser la mise en oeuvre du plan d'équipement pédagogique des CTA labellisés et l'ouverture des Centres de compétence à l'enseignement;

2° d'évaluer les actions mises en œuvre dans le cadre du présent accord de coopération;

3° d'adresser une évaluation annuelle globale ainsi que tout avis de nature à mieux rencontrer les objectifs définis à l'article 1<sup>er</sup> aux Gouvernements ainsi qu'à la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française et au Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Comité de pilotage prend ses décisions par consensus.

Les Gouvernements arrêtent les modalités de fonctionnement du Comité de pilotage et approuvent son règlement d'ordre intérieur, sur proposition de ce dernier, dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération.

Art. 8. Les Gouvernements mettent en place deux Commissions de suivi opérationnel.

La première Commission est chargée d'approuver et d'effectuer le suivi de l'offre des Centres de compétence à destination de l'enseignement.

La seconde Commission est chargée, suite à un appel à projets interréseaux et sur base du cadastre des équipements et des besoins de formation identifiés par zone d'enseignement, de :

1° soumettre au Gouvernement de la Communauté française une proposition de sélection des projets de CTA. Sur base de cette proposition, le Gouvernement de la Communauté française sélectionne les projets de CTA et leur octroie le label "CTA";

2° sélectionner les demandes d'équipement pédagogique et d'aménagement des locaux devant accueillir les équipements des CTA et de les soumettre au Gouvernement de la Communauté française.

La première Commission de suivi opérationnel est composée de :

1° un représentant de la Ministre de la Formation professionnelle pour le Gouvernement de la Région wallonne;

2° un représentant du FOREm, en tant que coordonnateur du réseau des Centres de compétence;

3° les directeurs des Centres de compétence labellisés;

4° un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française avec voix consultative.

La présidence de la première Commission de suivi opérationnel est assurée par un représentant de la Ministre de la Formation pour le Gouvernement de la Région wallonne.

La première Commission de suivi opérationnel prend ses décisions par consensus.

La seconde Commission de suivi opérationnel est composée de :

1° Un représentant de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et un représentant de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale pour le Gouvernement de la Communauté française;

2° quatre représentants des réseaux d'enseignement, issus pour moitié de l'enseignement non confessionnel et pour l'autre moitié de l'enseignement confessionnel, désignés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire;

3° le directeur général de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française ou son représentant avec voix consultative;

4° un représentant du FOREm en tant que coordonnateur du réseau des Centres de compétences avec voix consultative;

5° un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française avec voix consultative, assurant le secrétariat.

La présidence de la seconde Commission de suivi opérationnel est assurée par le représentant de la Ministre de l'Enseignement obligatoire pour le Gouvernement de la Communauté française.

La seconde Commission de suivi opérationnel prend ses décisions concernant les propositions de sélection des projets de CTA par consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, la Commission prend ses décisions à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Afin d'assurer la cohérence entre les projet wallons et bruxellois, les membres de la Commission de suivi opérationnel mise en place dans le cadre de l'accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de référence professionnelle sont invités à participer aux travaux de la présente seconde Commission de suivi opérationnel.

Art. 9. La procédure de sélection et de labellisation des CTA se déroule de la manière suivante :

1° approbation du cahier des charges par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition de la seconde commission de suivi opérationnel visée à l'article 8;

2° appel à projets auprès des établissements d'enseignement qualifiant;

3° réception et traitement administratif des candidatures par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire;

4° pour chaque zone, demande d'un avis au conseil zonal de programmation de l'enseignement officiel et au conseil zonal de programmation de l'enseignement libre sur base du cadastre des équipements disponibles;

5° demande d'avis aux CSEF et aux Fonds sectoriels sur base du cadastre des équipements disponibles;

6° proposition de sélection par la seconde Commission de suivi opérationnel visée à l'article 8 sur base des critères d'éligibilité et de priorité définis à l'article 2;

7° avis motivé du Comité de pilotage visé à l'article 6;

8° décision de labellisation du Gouvernement de la Communauté française sur base des propositions de la seconde Commission de suivi opérationnel visée à l'article 8 et des avis motivés remis par le Comité de pilotage visé à l'article 6.

Art. 10. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée s'étalant du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Formation,  
Mme M. ARENA

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Enseignement,  
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale supérieur et de la Recherche scientifique,  
Mme M.-D. SIMONET

---

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 2313

[2007/201751]

**19 APRIL 2007. — Decreet houdende instemming, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, met het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2006 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

**Art. 2.** Het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2006 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs wordt goedgekeurd.

**Art. 3.** Dit samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 april 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

---

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Waals Parlement 566 (2006-2007), nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 18 april 2007.*

*Bespreking - Stemmingen.*

---

**Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs**

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de beëindiging op 31 december 2006 van het samenwerkingsakkoord van 19 december 2003 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest met betrekking tot het ontwikkelen van in overleg bepaalde beleidskeuzen inzake volwassenenalfabetisering en de financiering in 2003 en 2004 van de samenwerking in het raam van gekruiste beleidskeuzen;

Overwegende dat het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap de wil hebben uitgedrukt om hun samenwerking na het einde van het bovengemelde samenwerkingsakkoord voort te zetten en bij te dragen tot de herwaardering van het kwalificerend onderwijs;

Overwegende dat de beroepsopleiding van jongeren één van de voornaamste doelstellingen is van het algemeen beleid van economisch herstel van het Waalse Gewest;

Overwegende dat de optimale opleiding van de jongeren die cursussen volgen in het kwalificerend onderwijs (secundair technisch kwalificatie-onderwijs en beroepsopleiding, alternerend onderwijs, gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 en 4), het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs noodzakelijk is voor het succes van dit beleid;

Overwegende dat het Waalse Gewest in het overkoepelend strategisch plan 2 "Kennis en kunde ontwikkelen in Wallonië" van het Geactualiseerde toekomstcontract voor Wallonië, verbintenissen heeft aangegaan om de kwaliteit van pedagogische voorzieningen te verbeteren en de toegang tot deze voorzieningen te bevorderen zonder versnippering van de financiële middelen;

Overwegende dat het "Programme d'actions prioritaires pour l'avenir wallon" (Programma prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië), goedgekeurd door de Waalse Regering op 30 augustus 2005, onder meer de verbetering van de opleiding en het kwalificerend onderwijs beoogt door de oprichting van centra voor gevorderde technologieën en door de bevestiging van de toegang tot de Kenniscentra;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap in het Contract voor de School, verbintenissen heeft aangegaan om het kwalificerend onderwijs te herwaarderen en een samenhangend beleid inzake investeringen en voorzieningen te ontwikkelen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, in het kader van de "Commission communautaire des professions et des qualifications (CCPQ)" (Gemeenschapscommissie van de beroepen en de kwalificaties), kwalificatieprofielen heeft ontwikkeld op grond waarvan opleidingsprofielen zijn ontworpen;

Overwegende dat, om concrete vorm te geven aan die opleidingsprofielen, kwaliteitsvolle pedagogische voorzieningen noodzakelijk zijn en, o.a., dat leerkrachten tijdens hun loopbaan bijkomende opleidingen moeten volgen;

Overwegende dat het derhalve geschikt is een samenwerkingsakkoord aan te gaan betreffende de herwaardering van het kwalificerend onderwijs door: enerzijds, de openstelling van de Kenniscentra voor het kwalificerend onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, het niet-universitair hoger onderwijs, de opleiders van het "IFAPME" "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises" (Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen) en het "AWIPH" (Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées) (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) en ook voor de leerkrachten in het kader van het project "Cyberclasses" en, anderzijds, de terbeschikkingstelling van kwaliteitsvolle pedagogische voorzieningen om te zorgen voor de doeltreffendste synergieën tussen de gewestelijke acties ter ontwikkeling van de werkgelegenheid en vorming en de communautaire acties ter ontwikkeling van het kwalificerend onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Marie Arena, belast met het Verplicht Onderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie en de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, Marie-Dominique Simonet,

en

Het Waalse Gewest vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, Elio Di Rupo, en de Minister belast met Beroepsopleiding, Marie Arena,

Komen overeen hetgeen volgt :

Artikel 1. De herwaardering van het kwalificerend onderwijs gebeurt onder meer via twee soorten acties :

1° de terbeschikkingstelling door de gewestelijke Kenniscentra van een vormingsaanbod voor de leerlingen en de leerkrachten van het kwalificerend onderwijs van de 3e graad (met inbegrip van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4 en de leerkrachten van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3), het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs, de opleiders van het "IFAPME" en het "AWIPH" en de leerkrachten in het kader van het project "Cyberclasses" zoals bepaald in het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2005 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de installatie van computers in de Waalse onderwijsinrichtingen alsook de organisatie van acties inzake sensibilisering en informatie over de individuele en sociale waarneming van de beroepen en studies voor de leerlingen en leerkrachten van het kwalificerend onderwijs van de 1° en 2° graad (met uitzondering van de leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3, maar met inbegrip van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4);

Deze terbeschikkingstelling moet duidelijk omschreven worden :

a) over het geheel genomen in de vormingscatalogus van het netwerk van de Kenniscentra;

b) meer specifiek, in elke bilaterale overeenkomst zoals bedoeld in artikel 4, 1, a);

c) en voor de netoverschrijdende vormingen voor de leerkrachten van het kwalificerend onderwijs in de vormingscatalogus van het "Institut de formation en cours de carrière (IFC), zodanig dat de vormingsduur van de leerkrachten in het kader van de voortgezette vorming wordt gevaloriseerd.

Voor dit soort actie is het doel voor einde 2013, 25 % van het totaal aantal vormingsuren van het netwerk van de Kenniscentra ten gunste van de leerlingen en leerkrachten waaronder 22,5 % ten gunste van de leerlingen en leerkrachten van het kwalificerend onderwijs en 2,5 % van de opvangcapaciteit ten gunste van de leerlingen en leerkrachten van het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs, alsook van de opleiders van het "IFAPME" en het "AWIPH" en de leerkrachten in het kader van het project "Cyberclasses".

Om dit doel te bereiken, wordt :

de cursusorganisatie van de onderwijsinrichtingen aangepast om het vormingsaanbod voorgesteld door de Kenniscentra erin op te nemen zodanig dat de vormingstijd van de leerlingen wordt gevaloriseerd in het kader van hun eventuele huidige stages en hun toekomstige beroepsstages;

de organisatie van de vorming door het Waalse Gewest aangepast door de uurrooster zoveel mogelijk te rentabiliseren om er het vormingsaanbod voor de leerlingen en leerkrachten in op te nemen;

Het "Institut de formation en cours de carrière (IFC)" is ermee belast deze voorziening bij de leerkrachten te promoten;

De "FOREm" als coördinator van het netwerk van Kenniscentra bij beslissing van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 en de Regering van de Gemeenschap als coördinator van het netwerk van de gelabelde CGT, zijn ermee belast deze voorziening bij de kwalificerende onderwijsinrichtingen te promoten;

2° De oprichting van de Centra voor Gevorderde Technologieën (CGT).

Een CGT is een infrastructuur die leerlingen en leerkrachten, ongeacht het niveau en het soort onderwijs, alsook werkzoekenden en werknemers spitsvoorzieningen ter beschikking stelt om kwalificerende vormen te ontwikkelen. Dit kwalificerend vormingsaanbod moet op geografisch en sectoraal vlak het vormingsaanbod van de Kenniscentra aanvullen.

Elk gelabelde CGT wordt onder de leiding van het hoofd van de inrichting geplaatst waar het CGT is gevestigd of onder de leiding van de voorzitter van een vereniging zonder winstoogmerk die het beheer ervan op zich neemt. De raad van bestuur van de VZW's die de CGT's beheren moet netoverschrijdend samengesteld zijn.

De CGT's worden gelabeld met inachtneming van het bestek goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap.

In dit bestek worden onder meer de volgende criteria in aanmerking genomen :

a) Elke gelabelde CGT neemt zonder discriminatie de leerlingen en de leerkrachten op van de kwalificerende onderwijsinrichtingen (met uitzondering van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 maar met inbegrip van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4), het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs op basis van een bilaterale overeenkomst tussen, enerzijds, de inrichtende macht (die desgevallend haar bevoegdheid kan overdragen) van de kwalificerende onderwijsinrichting waarin de CGT is gevestigd of de Voorzitter van de VZW die de CGT beheert en, anderzijds, de inrichtende machten (die desgevallend hun bevoegdheden kunnen overdragen) van de kwalificerende onderwijsinrichtingen, de instellingen voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs.

Deze bilaterale overeenkomsten moeten de respectievelijke verbintenissen van beide partijen voorzien inzake de toegangsmodaliteiten tot de voorzieningen en de specifieke vormingsprogramma's;

b) Elke gelabelde CGT neemt ook de werkzoekenden en de werknemers zonder discriminatie op, op basis van een bilaterale overeenkomst tussen, enerzijds, de inrichtende macht (die desgevallend haar bevoegdheid kan overdragen) van de kwalificerende onderwijsinrichting waarin de CGT is gevestigd of de voorzitter van de VZW die de CGT beheert en, anderzijds, de "FOREm".

Deze bilaterale overeenkomsten bepalen de respectievelijke verbintenissen van beide partijen inzake de toegangsmodaliteiten tot de voorzieningen en de specifieke vormingsprogramma's;

c) De vestiging van de gelabelde CGT's houdt rekening met de lokalisatie van de Kenniscentra alsook met de infrastructuur inzake vorming of kwalificerend onderwijs die in dezelfde sectoren worden ontwikkeld om een maximale geografische dekking van het kwalificerend vormingsaanbod te garanderen.

d) Elke gelabelde CGT past in een geharmoniseerd vormingsaanbod in verband met, enerzijds, de schaarste op de arbeidsmarkt vastgesteld door de "FOREm", de Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming en de Sectorfondsen over het onderwijsgebied van de betrokken CGT of de naburige onderwijsgebieden en, anderzijds, met de behoeften aan voorzieningen vastgesteld in het kadaster van de pedagogische voorzieningen bedoeld in artikel 2;

e) Elk gelabelde CGT past in een vormingsbeleid tijdens de loopbaan van de leraren van het kwalificerend onderwijs, bijvoorbeeld door de vorming van zijn leerkrachten in Kenniscentra te bevorderen;

f) Elk gelabelde CGT ligt in de lijn van de toepassing van de opleidingsprofielen zoals bepaald in het kader van de CCPQ.

Dit bestek voorziet onder meer de volgende voorrangscriteria :

Voorrang wordt gegeven aan de CGT-projecten waarvan de samenwerkingen met andere onderwijsinrichtingen zijn geformaliseerd.

Voorrang wordt gegeven aan de CGT-projecten die in een kwalificerende onderwijsinrichting gevestigd zijn.

Voorrang wordt gegeven aan CGT-projecten in de sectoren waarvoor een schaarste op de arbeidsmarkt wordt vastgesteld.

Voorrang wordt gegeven aan CGT-projecten waarvoor geen bevoegdheidscentrum bestaat.

Voorrang wordt ook gegeven aan CGT-projecten die een gunstig advies hebben gekregen van de Zonale programmeringsraad van het officieel onderwijs en van de Zonale programmeringsraad van het vrij onderwijs van het betrokken gebied.

Voorrang wordt ten slotte gegeven aan CGT-projecten die een gunstig advies hebben gekregen van het betrokken sectorfonds en het betrokken Subregionale Comité voor arbeidsbemiddeling en vorming wat betreft de geografische en sectorale gegrondheid van de aankopen.

Voor dit soort actie is het doel vóór einde 2013, de oprichting van 18 tot 24 gelabelde CGT's en het voorbehouden van 10 % van het totaal aantal vormingsuren van het netwerk van de CGT's ten gunste van de werkzoekenden en de werknemers.

De cursusorganisatie wordt door de onderwijsinrichtingen aangepast om het vormingsaanbod voorgesteld door de CGT's erin op te nemen zodanig dat de vormingstijd van de leerlingen wordt gevaloriseerd in het kader van hun eventuele huidige stages en hun toekomstige beroepsstages.

De organisatie van de vorming wordt door de gelabelde CGT's aangepast door de uurrooster zoveel mogelijk te rentabiliseren om er het vormingsaanbod voor de werkzoekenden en werknemers in op te nemen.

Het "Institut de formation en cours de carrière (IFC)" is ermee belast deze voorziening bij de leerkrachten te promoten.

Het netwerk van gelabelde CGT's wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap gecoördineerd.

De coördinatie van het netwerk van gelabelde CGT's bestaat onder meer uit :

- 1° de opmaak van het labeling bestek;
- 2° de opmaak en het updaten van het kadaster van beschikbare voorzieningen;
- 3° de oproep tot de netoverschrijdende projecten;
- 4° de analyse van de projecten op administratief en financieel vlak;
- 5° de adviesaanvraag aan de Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming en aan de sectorfondsen op basis van het kadaster van beschikbare voorzieningen;
- 6° de voorbereiding en de opvolging van de werkzaamheden van de operationele opvolgingscommissie bedoeld in artikel 8;
- 7° de uitvoering van de beslissingen van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 8° de promotie van de voorziening bij de kwalificerende onderwijsinrichtingen in overleg met het "IFC" en in samenwerking met de "FOREm";
- 9° de uitwerking van indicatoren en statistische instrumenten die het nazien en de controle van de toegang tot de terbeschikkinggestelde voorzieningen toelaten;
- 10° de evaluatie van de tenuitvoerlegging van de acties.

De "FOREm", als coördinator van het netwerk van Kenniscentra bij beslissing van de Waalse Regering van 31 augustus 2000, en de Regering van de Franse Gemeenschap, als coördinator van het netwerk van de gelabelde CTA, plegen regelmatig overleg om een geografische en sectorale complementariteit tussen de twee bestaande netwerken tot stand te brengen.

Art. 2. Om de kwaliteit van het onderwijs en de kwalificerende vorming te verbeteren en om de verspreiding van de middelen te voortkomen, moet de investering in nieuwe kwaliteitsvolle pedagogische voorzieningen in overeenstemming zijn met de werkelijkheid van de arbeidswereld en in functie van de beschikbare voorzieningen en infrastructuur, namelijk in samenhang met de uitgevoerde investeringen in de Kenniscentra.

Om de acties omschreven in artikel 1 aldus te doen slagen, moeten de bestaande hulpbronnen worden bepaald.

Daarvoor zullen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap een bestendige administratieve Task force oprichten die ermee belast is een kadaster op te maken van de kwaliteitsvolle pedagogische voorzieningen en van de momenteel terbeschikkinggestelde infrastructuur inzake vorming en kwalificerend onderwijs.

De coördinatie van deze Task force wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap waargenomen.

De Minister van het Verplicht Onderwijs en de Minister van Vorming zijn belast met de financiering van het kadaster van voorzieningen.

Deze Task force verenigt de vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal van het verplicht onderwijs, het Directoraat-generaal van het niet-verplicht onderwijs en van het wetenschapsbeleid, de operatoren van de kwalificerende vorming (FOREm, IFAPME, Kenniscentra) en de VZW bedoeld in artikel 3.

Dit kadaster wordt op een geharmoniseerde manier opgesteld, de informatie wordt op een gemeenschappelijke basis ingezameld om vergelijkingen te kunnen maken en dubbel gebruik of potentiële tekorten te kunnen vaststellen.

Dit kadaster wordt aangevuld met de gegevens en hulpbronnen die beschikbaar zijn bij het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (IWEPS) (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek), de sectorale vormingscentra, de private vormingscentra, de overheids- of private bedrijven, de hogescholen en de universiteiten.

Naast de gewone inventaris is het kadaster onder meer een middel om de toegankelijkheid, de kwaliteit, de kost en de inzetbaarheid van de voorzieningen te evalueren.

Enkel het afschrijfbaar pedagogisch materieel wordt in aanmerking genomen. Het geïnventariseerde materieel wordt per onderwijsgebied en per sector verdeeld.

De resultaten van dit kadaster worden regelmatig vergeleken met de behoeften van de vormingsoperatoren en de onderwijsinrichtingen alsook met de behoeften van de potentiële gebruikers.

Dit kadaster is ook een evaluatiemiddel dat de Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming (SCAV) en de sectorfondsen kunnen gebruiken om advies te verlenen aan de tweede Commissie bedoeld in artikel 8 over de gegrondheid van de investeringen in het kader van de selectie van de pedagogische voorzieningen van de gelabelde CGT's.

Dit kadaster houdt ook rekening met de beschikbare infrastructuur en hun toegankelijkheid voor alle begunstigden.

Om de samenhang tussen de Waalse en de Brusselse projecten te garanderen, worden de leden van de bestendige administratieve Task force die opgericht is in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Professionele referentiecentra... uitgenodigd om aan de werkzaamheden van deze bestendige administratieve Task force deel te nemen.

Art. 3. Om de acties omschreven in artikel 1, 1° uit te voeren, worden de volgende maatregelen genomen :

De daartoe in de begroting van het Waalse Gewest opgenomen kredieten zijn bestemd voor de financiering van werkingskosten van de Kenniscentra voor hun acties ten opzichte van het onderwijs en de tenlasteneming van de verplaatsingen van de leerlingen en leerkrachten naar de Kenniscentra of het verblijf.

€ 12.500.000 worden voorzien in het kader van het "Programme d'actions prioritaires pour l'avenir wallon" voor de jaren 2007-2009 waarvan een maximum bedrag van € 1.000.000 voor de financiering van de verplaatsingen van de leerlingen en leerkrachten van de Waalse onderwijsinrichtingen naar de Kenniscentra of voor hun verblijf. De tenlasteneming van deze verplaatsings- en verblijfskosten gebeurt op grond van een gemeenschappelijke tarifiering opgesteld door de Waalse Regering.

Deze verplaatsingen en verblijf worden door de onderwijsinrichtingen van oorsprong georganiseerd en gecontroleerd.

Minstens negentig procent van de beschikbare middelen zijn bestemd voor de leerlingen en leerkrachten van het kwalificerend onderwijs, het saldo wordt besteed aan de leerlingen en leerkrachten van het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs, alsook aan de opleiders van het "IFAPME" en het "AWIPH" en aan de leerkrachten in het kader van het project "Cyberclasses".

Onder voorbehoud van de beschikbare begrotingsmarges worden jaarlijks bijkomende kredieten door de Waalse Regering beslist voor de begrotingsjaren 2007 tot 2013 in functie van de evolutie van het activiteitsvolume van Kenniscentra dat aan acties voor leerlingen en leerkrachten wordt besteed om de doelstellingen omschreven in artikel 1, 1° te bereiken.

Ter informatie, de begroting voor deze maatregel bedraagt voor het begrotingsjaar 2006, € 1.496.000.

Om de acties omschreven in artikel 1, 2° uit te voeren, worden de volgende maatregelen genomen :

De middelen bepaald bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het technisch en beroepssecundair onderwijs ten gunste van de scholen in het Waalse Gewest worden vanaf 2007 gedeeltelijk besteed aan de financiering van de pedagogische voorzieningen van de gelabelde CGT's, alsook aan de financiering van de inrichting van de lokalen die de pedagogische voorzieningen van de gelabelde CGT's herbergen.

Het decreet van 28 april 2004 heeft dus middelen voorzien tot 2010 : € 5.356.468 in 2007, € 5.652.468 in 2008, € 6.197.338 in 2009 en € 6.197.338 in 2010.

Bijkomende kredieten worden voor de begrotingsjaren 2011, 2012 en 2013 voorzien, onder voorbehoud van de beschikbare begrotingsmarges.

Een bedrag van € 150.000 wordt afgenomen van de bovenvermelde bedragen voor de subsidiëring van een vereniging zonder winstbejag waarvan de algemene vergadering wordt samengesteld uit vertegenwoordigers van de kwalificerende onderwijsnetten, de helft uit het niet-confessionele onderwijs en de andere helft uit het confessionele onderwijs, aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap op de voordracht van de Algemene Overlegraad van het secundair onderwijs en een vertegenwoordiger van de Minister van het Verplicht Onderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie.

Ze heeft tot doel op zoek te gaan naar ondernemingen, Kenniscentra en gewestelijke vormingscentra, universiteiten, erkende onderzoekscentra, hoge scholen en openbare administraties die materiaal zouden kunnen afstaan aan kwalificerende instellingen en instellingen voor sociale promotie, de behoeften inzake materiaal van de inrichtingen ter kennis te brengen van de ondernemingen en de verdeling van het materiaal over de inrichtingen van de verschillende netten te laten geschieden.

Het voorstel tot verdeling houdt rekening met de prioriteiten vastgelegd door de opvolgingscommissie bedoeld in artikel 8.

Dit voorstel gaat uit van de resultaten van het kadaster van de pedagogische voorzieningen.

In dit opzicht maakt deze VZW deel uit van de bestendige administratieve Task force bedoeld in artikel 2.

Een bedrag van € 100.000 kan ook jaarlijks van de bovenvermelde bedragen worden afgenomen voor de tenlasteneming van de verplaatsingen van de leerlingen en leerkrachten, van de onderwijsinrichting van oorsprong naar de gelabelde CGT's of voor hun verblijf.

Dit bedrag wordt verdeeld tussen de scholen van het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar rato van de schoolbevolking ingeschreven voor de bij dit samenwerkingsakkoord bedoelde afdelingen.

De tenlasteneming van deze verplaatsings- en verblijfskosten gebeurt op grond van een gemeenschappelijke tarifiering opgesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap.

In functie van de beschikbare begrotingsmarges kunnen, indien nodig, bijkomende bedragen door de Franse Gemeenschap worden besteed aan de tenlasteneming van deze verplaatsings- en verblijfskosten.

De bij het decreet van 28 april 2004 voorziene bedragen waarvan de bedragen bestemd voor de bovengenoemde VZW en de verplaatsings- en verblijfskosten van de leerlingen en leerkrachten naar de CGT's worden afgetrokken, worden verdeeld tussen het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar rato van de schoolbevolking ingeschreven voor de bij dit samenwerkingsakkoord bedoelde afdelingen.

Indien blijkt dat het deel van het Waalse Gewest in het bedrag besteed aan de verplaatsings- en verblijfskosten van de leerlingen en de leerkrachten naar de CGT's niet geheel of gedeeltelijk gebruikt is, wordt het niet uitgegeven bedrag besteed aan de financiering van de pedagogische voorzieningen van de CGT's, alsook aan de financiering van de inrichting van de lokalen die de pedagogische voorzieningen van de gelabelde CGT's herbergen.

Het deel van de middelen die aan de scholen in het Waalse Gewest worden besteed, laat de financiering van de oprichting van CGT's toe vanaf 2007 en ook het verder gebruik van middelen voor de modernisering van de pedagogische voorziening van de kwalificerende onderwijsinrichtingen.

Ter informatie, de bij het Decreet van 28 april 2004 voorziene middelen voor het begrotingsjaar 2006 om de pedagogische voorzieningen van de onderwijsinrichtingen te moderniseren, zouden van 2007 tot 2013 op een constant niveau blijven.

De middelen besteed aan de gelabelde CGT's worden uitsluitend gebruikt voor de aankoop van kwaliteitsvolle pedagogische voorzieningen en de inrichting van lokalen die de verworven voorzieningen moeten herbergen.

Bij wijze van uitzondering en in naar behoren gemotiveerde gevallen kan de aankoop van gebouwen voor een maximum bedrag van € 1.000.000 worden overwogen.

De verworven voorzieningen en gebouwen blijven eigendom van de Franse Gemeenschap die ze opnieuw in bezit kan nemen, mocht de labeling van de CGT's worden ontnomen.

Bovendien moet de Franse Gemeenschap drie opdrachthouders aanwijzen om het beheer van de administratieve en financiële dossiers van de CGT projecten waar te nemen.

De bedragen bestemd voor de acties omschreven in artikel 1, 1° en 2° worden gebruikt overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 4.

Art. 4. Het beschikken over deze bedragen is gekoppeld aan :

1° voor de Kenniscentra, in het kader van de actie bedoeld in artikel 1, 1° :

a) het sluiten van bilaterale overeenkomsten tussen, enerzijds, de voorzitters van de Kenniscentra in VZW of de FOREm voor de Kenniscentra in eigen beheer bij de FOREm en, anderzijds, de inrichtende machten (die desgevallend hun bevoegdheid kunnen overdragen) van de betrokken onderwijsinrichting. Deze bilaterale overeenkomsten moeten de respectievelijke verbintenissen van beide partijen voorzien inzake de toegangsmodaliteiten tot de voorzieningen (met inbegrip van de tenlasteneming van de vervoerskosten) en de specifieke vormingsprogramma's voor de begunstigden vermeld in artikel 1, 1°;

b) het versturen door de gewestelijke Kenniscentra van een driemaandelijkse schuldvordering naar de FOREm als coördinator van het netwerk van Kenniscentra op basis van de uren van de leerlingen en de leerkrachten van de drie betrokken onderwijstypes alsook hun verplaatsings- en verblijfskosten.

De terugbetaling van de Kenniscentra door de FOREm gebeurt op basis van een gemiddelde kost van 15 euro per vormingsuur voor de groepen van leerkrachten, van € 5 per vormingsuur voor de groepen van leerlingen die door hun eigen leerkrachten worden opgeleid en van € 10 per vormingsuur voor de gemengde groepen bestaande uit leerlingen en leerkrachten. De kosten in verband met het vervoer en het verblijf van de leerlingen en leerkrachten worden voor zover zij door de onderwijsinrichtingen worden georganiseerd en gecontroleerd ook door de Kenniscentra ten laste genomen en door de FOREm terugbetaald.

Om het vermeerderingseffect te bevorderen en om de pedagogische rol van de leerkrachten niet in waarde te doen dalen, wordt voorrang gegeven aan de financieringsformules (€ 5 per uur en € 15 per uur) die de vorming van de leerlingen door hun eigen leerkrachten toelaten.

Deze financiering laat de Kenniscentra toe om de kosten i.v.m. de terbeschikkingstelling van voorzieningen, infrastructuur, grondstoffen nodig voor de vorming, alsook de kosten van de opleiders ten laste te nemen.

De afstandsvormingsuren uitgewerkt door de Kenniscentra en bestemd voor de leerlingen en leerkrachten worden ten belope van € 5 per vormingsuur gevolgd door de leerlingen en leerkrachten aan de Kenniscentra terugbetaald. De terugbetaling van de afstandsvormingsuren gebeurt op basis van een aantal uren dat gelijk is aan dezelfde vormingsmodule gegeven in de vorm van een contactopleiding.

De kosten i.v.m. de leerlingen en leerkrachten zoals de verbruikbare basisgoederen, de verzekeringen, het medisch onderzoek worden ten laste genomen en vallen onder de verantwoordelijkheid van de onderwijsinrichtingen.

2° voor de gelabelde CGT's, in het kader van de actie bedoeld in artikel 1, 2° :

a) de inachtneming van zes criteria opgenomen in artikel 1, 2°;

b) Voor elk gebied, een adviesaanvraag aan de Zonale programmeringsraad van het officieel onderwijs en aan de Zonale programmeringsraad van het vrij onderwijs op basis van het kadaster van beschikbare voorzieningen;

c) een verzoek om advies bij het betrokken sectorfonds en het betrokken SCAV zoals bedoeld in artikel 2, over de sectorale en geografische relevantie van de aankopen.

De leerlingen die een vorming volgen in een CGT worden door hun eigen leerkrachten begeleid.

Deze leerkrachten moeten eerst een aangepaste vorming hebben gekregen en dit kunnen bewijzen, rekening houdend met het materieel dat door de CGT wordt terbeschikking gesteld.

De leerkrachten kunnen deze vorming onder meer in een bevoegdheidscentrum, in de betrokken CGT of in een andere CGT volgen.

De kosten in verband met de vormingen (met uitzondering van de administratieve kosten die ten laste vallen de CGT's) worden ten laste genomen en vallen onder de verantwoordelijkheid van de onderwijsinrichtingen van oorsprong op grond van een gemeenschappelijke tarifiering opgesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap.

De organisatie en de controle van het vervoer en het verblijf van de leerlingen en de leerkrachten vallen onder de verantwoordelijkheid van de onderwijsinrichting van oorsprong.

Een bedrag van € 100.000 kan jaarlijks van de in artikel 3 bedoelde bedragen worden afgenomen voor de tenlasteneming van de verplaatsingskosten van de leerlingen en leerkrachten van de onderwijsinrichting van oorsprong naar de gelabelde CGT's of voor hun verblijf.

Dit bedrag wordt verdeeld tussen het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar rato van de schoolbevolking ingeschreven voor de bij dit samenwerkingsakkoord bedoelde afdelingen. De tenlasteneming van deze verplaatsings- en verblijfskosten gebeurt op grond van een gemeenschappelijke tarifiering opgesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap.

In functie van de beschikbare begrotingsmarges kunnen, indien nodig, bijkomende bedragen door de Franse Gemeenschap worden besteed aan de tenlasteneming van deze verplaatsings- en verblijfskosten.

De werkzoekenden en de werknemers worden door de opleiders van de FOREm of de Kenniscentra gevormd.

De vormingskosten, de verplaatsingskosten en de vormingsvergoedingen van de werkzoekenden worden door de FOREm ten laste genomen.

De vorming van de werknemers moet betaald worden op grond van een gemeenschappelijke tarifiering opgesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap.

De vormingskosten van de werknemers (namelijk de werkingskosten van de terbeschikkinggestelde voorzieningen) worden ten laste genomen volgens de modaliteiten omschreven in het kader van de overeenkomsten gesloten tussen de Minister van het Verplicht onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie en de sectorfondsen.

Art. 5. Er zal naar bijkomende financieringen worden gezocht in het kader van de programmering 2007-2013 van de Europese structuurfondsen en bij de sociale partners in het kader van de sectorfondsen.

De tussenkomst van de sectorfondsen wordt bepaald in het kader van de overeenkomsten gesloten tussen de Ministers van Vorming en van het Kwalificerend onderwijs, de operatoren in de beroepsopleiding en de sectorfondsen.

Als het gaat om de vorming van werkzoekenden en werknemers zal men beroep kunnen doen op financiële incentives, zowel op gewestelijk als provinciaal of federaal vlak.

Art. 6. De Regeringen richten een Begeleidingscomité op.

Het Begeleidingscomité is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister-President van het Waalse Gewest en een vertegenwoordiger van de Minister van Beroepsopleiding voor de Regering van het Waalse Gewest;

2° een vertegenwoordiger van de Minister van het Verplicht Onderwijs, een vertegenwoordiger van de Minister van het Onderwijs voor Sociale Promotie en een vertegenwoordiger van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek voor de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° vier vertegenwoordigers van de Waalse sociale gesprekpartners aangewezen door de Waalse Regering op de voordracht van de "CESRW" "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

4° drie leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties van de personeelsleden van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd;

5° een vertegenwoordiger van de FOREm als coördinator van het netwerk van Kenniscentra met raadgevende stem;

6° een vertegenwoordiger van de Directie beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest en een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal van het Verplicht Onderwijs van de Franse Gemeenschap, met raadgevende stem, die beurtelings het secretariaat waarnemen.

De "FOREm" als coördinator van het netwerk van Kenniscentra en de Regering van de Franse Gemeenschap als coördinator van het netwerk van de gelabelde CTA zijn ermee belast het Begeleidingscomité een halfjaarlijks samengevoegd verslag te bezorgen die de indicatoren i.v.m. de verwezenlijking en de impact van gefinancierde acties vermeldt. Deze indicatoren hebben onder meer betrekking op de gevolgen op de integratie van de leerlingen, de voortgezette opleiding van de leerkrachten en de attractiviteit van de betrokken beroepen en richtingen.

Het voorzitterschap van het Begeleidingscomité wordt afwisselend en voor een duur van zes maanden waargenomen door een vertegenwoordiger van de Minister van Vorming voor de Regering van het Waalse Gewest en door een vertegenwoordiger van de Minister van het Verplicht Onderwijs voor de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 7. Het Begeleidingscomité :

1° houdt toezicht op de uitvoering van het pedagogisch voorzieningsplan van de gelabelde CGT's en op de opening van de Kenniscentra voor het onderwijs;

2° evalueert de in het raam van dit samenwerkingsakkoord uitgevoerde acties;

3° verstuurt aan de Regeringen, alsook aan de Begeleidingscommissie opgericht bij het Decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap en aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" een globale jaarlijkse evaluatie alsmede elk advies die de in artikel 1 bedoelde doelstelling beter helpen bereiken.

Het Begeleidingscomité neemt beslissingen op grond van een consensus.

De Regeringen leggen de werkingsregels van het Begeleidingscomité vast en keuren het huishoudelijk reglement goed dat door het Begeleidingscomité wordt voorgelegd, binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 8. De Regeringen richten twee Commissies op voor de operationele opvolging.

De eerste Commissie is belast met de goedkeuring en de opvolging van het aanbod van de Kenniscentra dat voor het onderwijs bestemd is;

De tweede Commissie is na een oproep tot netoverschrijdende projecten en op basis van het kadaster van voorzieningen en behoeften aan geïdentificeerde vorming per onderwijsgebied belast met :

1° het voorleggen aan de Regering van de Franse Gemeenschap van een voorstel om de CGT projecten te selecteren. Op basis van dit voorstel selecteert de Regering van de Franse Gemeenschap de CGT projecten en kent ze deze projecten een "CGT" label toe;

2° het selecteren van de aanvragen betreffende de pedagogische voorzieningen en de inrichting van lokalen die voorzieningen van de CGT's moeten herbergen en deze aanvragen aan de Regering van de Franse Gemeenschap voorleggen.

De eerste Commissie voor de operationele opvolging is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister van Beroepsopleiding voor de Regering van het Waalse Gewest;

2° een vertegenwoordiger van de FOREm als coördinator van het netwerk van Kenniscentra;

3° de Directeurs van de gelabelde Kenniscentra;

4° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal van het Verplicht Onderwijs van de Franse Gemeenschap met raadgevende stem.

Het voorzitterschap van de eerste Commissie voor de operationele opvolging wordt door een vertegenwoordiger van de Minister van Beroepsopleiding voor de Regering van het Waalse Gewest waargenomen.

De eerste Commissie voor de operationele opvolging neemt beslissingen op grond van een consensus.

De tweede Commissie voor de operationele opvolging is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister van het Verplicht Onderwijs en een vertegenwoordiger van de Minister van het Onderwijs voor Sociale Promotie voor de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° vier vertegenwoordigers van de onderwijsnetten, waarvan de helft uit het niet-confessionele onderwijs en de andere helft uit het confessionele onderwijs aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap op de voordracht van de Algemene overlegraad van het secundair onderwijs;

3° de Directeur-generaal van het Verplicht Onderwijs van de Franse Gemeenschap of diens vertegenwoordiger met raadgevende stem;

4° een vertegenwoordiger van de FOREm als coördinator van het netwerk van Kenniscentra met raadgevende stem;

5° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal van het Verplicht onderwijs van de Franse Gemeenschap met raadgevende stem, die het secretariaat waarneemt.

Het voorzitterschap van de tweede Commissie voor de operationele opvolging wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van de Minister van het Verplicht Onderwijs voor de Regering van de Franse Gemeenschap.

De tweede Commissie voor de operationele opvolging neemt beslissingen betreffende de selectievoorstellen van de CGT projecten op grond van een consensus. Bij gebrek aan deze neemt de Commissie haar beslissingen bij een tweederde meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Om de samenhang tussen de Waalse en de Brusselse projecten te garanderen, worden de leden van de Commissie voor operationele opvolging die opgericht is in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Professionele referentiecentra uitgenodigd om aan de werkzaamheden van deze tweede Commissie voor de operationele opvolging deel te nemen.

Art. 9. De selectie- en labelingprocedure van de CGT's verloopt als volgt :

1° goedkeuring van het bestek door de Regering van de Franse Gemeenschap op voorstel van de tweede commissie voor de operationele opvolging bedoeld in artikel 8;

2° oproep tot projecten bij de kwalificerende onderwijsinrichtingen;

3° ontvangst en administratieve behandeling van de kandidaturen door het Directoraat-generaal van het Verplicht onderwijs;

4° Voor elke zone, adviesaanvraag aan de Zonale programmeringsraad van het officieel onderwijs en aan de Zonale programmeringsraad van het vrij onderwijs op basis van het kadaster van beschikbare voorzieningen;

5° adviesaanvraag aan de SCAV's en aan de sectorfondsen op basis van het kadaster van beschikbare voorzieningen;

6° voorstel tot selectie door de tweede Commissie voor operationele opvolging bedoeld in artikel 8 op basis van de toekennings- en voorrangscriteria omschreven in artikel 2;

7° gemotiveerd advies van het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 6°;

8° beslissing tot toekenning van een label door de Regering van de Franse Gemeenschap op grond van de voorstellen van de tweede Commissie voor de operationele opvolging bedoeld in artikel 8 en van de gemotiveerde adviezen van het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 6.

Art. 10. Dit samenwerkingsakkoord wordt gesloten voor een periode die ingaat op 1 januari 2007 en eindigt op 31 december 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President belast met Onderwijs,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Verplicht Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Hoger Onderwijs en Wetenschapsbeleid,

Mevr. M.-D. SIMONET